

Le programme du FN : la sortie de l'euro.

Vous trouverez ici même un document du FN, dans son intégralité format pdf:

<http://www.frontnational.com/pdf/sortir-de-leuro.pdf>

Par honnêteté intellectuelle, nous ne travaillerons en effet pas sur ce qui est dit du programme du FN, mais à partir de ses propres propositions

Après une introduction vaseuse qui fait référence à nombre d'économistes sont certains sont ulcérés d'apprendre que le FN les récupère en extrayant leurs opinions du contexte, un autre décédé (Maurice Allais, qui ne peut en conséquence en dire ce qu'il en pense) nous arrivons à un *plan de sortie de l'euro en douze étapes*.

En préambule, je précise que je considère également l'euro, sous sa forme actuelle, comme une calamité. Je pense qu'il n'aurait jamais fallu entrer dans ce machin, qu'il faudrait soit réformer son mode de fonctionnement soit en sortir... Mais le fait est que nous sommes pris dans l'engrenage et cette sortie sera autrement difficile que ce que le *fokon yaka* du FN promet. En couleur, les propositions *in extenso* du FN, suivies de commentaires.

Comment sortir de l'euro ? Les 12 étapes essentielles

1. Négocier avec les autres pays européens qui souffrent de la monnaie unique une « sortie groupée » de la zone euro et de l'Union Européenne, ensemble et le même jour. Ces pays sont l'Irlande, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Belgique,...

Retrouver ainsi le groupe des pays européens aux monnaies libres : Suisse, Norvège, Suède, Danemark...

Sauf que la Suisse ne fait pas partie de l'UE (*point de détail* qui en dit long sur le sérieux des auteurs). Que dans le "*groupe des pays européens aux monnaies libres*" le FN oublie... la Grande Bretagne. (Ça aussi, c'est gratiné)

Ensuite, rien ne dit que tous ces pays veulent en sortir ! Ou qu'ils le peuvent... la Grèce, par exemple, qui est soumise du fait de la tutelle *de facto* mise par l'UE pour financer sa faillite va-t-elle se fâcher avec ses principaux bailleurs de fond (Allemagne en particulier) qui n'auraient plus aucune raison de lui prêter de l'argent ? Imagine-t-on la Belgique prendre le risque de

"sortir de l'euro" alors que Bruxelles est la "capitale de l'Europe" et que c'est à peu près tout ce qui unit encore tant soit peu Wallons et Flamands ?

2. Créer un « ministère des Souverainetés », ministère technique transversal chargé de coordonner la restauration de la souveraineté de la France dans tous les domaines (monétaire, budgétaire, commercial, migratoire, militaire, diplomatique, juridique, etc....)

D'accord : ça ne mange pas de pain, ça créera juste un fromage de plus.

3. Préparer la fabrication de la nouvelle monnaie nationale, le Franc pour éviter la rupture des signes monétaires (pénurie de billets de banque). Les imprimeries de Chamalières (comme aujourd'hui) produiront au fur et à mesure, sous contrôle de la Banque de France, des billets (5, 10, 20, 50, 100, 200, 500 Francs) et à moindres coûts. Les chéquiers en € pourront également rester en vigueur par simple substitution de l'Euro en Franc.

Bref on envoie un "signal fort" et de longue durée, parce que constituer le stock et le répartir prendra des semaines voire des mois, en dépensant des sommes considérables pour fabriquer des billets (pas de pièces?) dont on décrète que ça se fera "à moindre coût". Ce coût étant le corollaire de la sécurité, pour éviter les contrefaçons, le FN a-t-il décidé de favoriser les faux monnayeurs ? Et l'euro circulant librement dans toute la zone, *quid* des transferts soit pour acheter des francs à partir de capitaux venus d'ailleurs (ça m'étonnerait) soit au contraire, si inquiétude il y a, pour évacuer massivement le numéraire pendant cette période transitoire ?

Il est bien connu que les grandes manœuvres monétaires doivent s'opérer dans la discrétion la plus absolue, et qu'il faut frapper d'un coup. Le FN propose la démarche inverse : de donner des mois aux spéculateurs pour s'organiser.

Que fera le FN en cas de ruée vers les guichets, pour se prémunir en plaçant le numéraire ailleurs ? Autre "*point de détail*"... Il est établi (c'est un scandale mais c'est comme ça) que dès le lancement d'une telle opération, les agences de notation destinées à rassurer ou à inquiéter *les marchés* dégraderont massivement la "note" financière de la France.

De ce fait le poids de notre dette quadruplera en quelques semaines, voire quelques jours. On perdrait dans l'affaire environ 50% du total du budget national. (je pense même que cette dégradation interviendrait au moment même où Marine le Pen serait donnée gagnante...)

4. Restaurer la Banque de France dans ses prérogatives d'institution monétaire (mais elle conservera son autonomie vis-à-vis de l'Etat !) et dans son rôle de définition de la politique monétaire de la France, en coopération avec le ministère de l'Économie et des Finances ;

Autonomie ? Intéressant, ça... avant elle était déjà INDEPENDANTE de même que la BCE est INDEPENDANTE (ce qui est une aberration, mais c'est ainsi.) Alors comment "conserver" quelque chose qui n'existe plus ? Certes le FN peut proposer un *statut d'autonomie de la banque de France* - encore faudrait-il qu'il ne montrât précis en ce domaine pour lequel l'approximation ne pardonne pas.

5. Abroger la loi du 3 janvier 1973 qui interdit à l'État d'emprunter à la Banque de France et qui l'oblige à se financer de façon onéreuse auprès des banques privées et des marchés financiers internationaux

D'accord, mais si la Banque de France est "autonome", qui garantit qu'elle voudra prêter à l'Etat? Et avec quoi prêtera-t-elle ?

La Banque de France, ce sont des réserves d'or, certes, mais pour un montant infime depuis la fin de la parité de l'or et des monnaies ! Le reste, c'est ce qu'elle brasse en fonction de la confiance qu'on lui prête, comme n'importe quelle banque... Actuellement le ratio de fonds propres dont elles disposent est inférieur à 8% de ce qu'elles brassent. Donc si l'État veut emprunter à la Banque de France, celle-ci devrait d'abord... se financer sur les marchés ! Et si la notation de la France est dégradée, la Banque de France ne se financera qu'à des taux prohibitifs... le serpent se mord la queue.

Curieux que la FN, si proche "du peuple", ne pense pas plutôt à généraliser les emprunts nationaux auprès des particuliers, le développement des bons du Trésor, etc. Aurait-il peur de ne pas susciter l'enthousiasme et la confiance des épargnants tricolores, pourtant médailles d'or mondiales du bas de laine familial ?

6. Seule, ou avec d'autres pays, la France annonce officiellement qu'elle se dote d'une monnaie nationale, le Franc, et qu'elle quitte en conséquence la zone euro afin de sortir de la crise mortelle qui l'affecte.

Instantanément, l'euro perd le peu de crédibilité institutionnelle qui lui reste.

Sauf que même si c'est à tort, la France a signé des traités qui l'engagent et si elle les rompt unilatéralement, elle s'expose à de dures sanctions, voire à la guerre économique et financière (embargo *de facto* par établissement de taxes douanières très lourdes frappant nos produits, par exemple).

Le FN "décrète" que *l'euro perdra instantanément le peu de crédibilité qui lui reste* - sans penser une seconde que c'est plutôt le Franc qui risque de voir la sienne nulle et non advenue dès sa naissance dans l'hypothèse où on suivrait ses modalités de sortie. Parce que les pays que le FN a cités comme susceptibles d'en sortir sont... les plus mal en point et une zone euro réduite au poids-lourd allemand, au Bénelux et à d'autres pays mieux placés que nous risque au contraire de se trouver confortée.

7. Mettre en circulation les nouvelles pièces et billets de Franc et autoriser la double circulation avec l'Euro pendant 1 à 2 mois. Opération conduite sous la supervision de la Banque de France ;

8. Établir de façon temporaire un contrôle des changes, levé, une fois la situation financière stabilisée ;

9. Au bout de 2 mois de double circulation, seul le Franc a cours légal en France ;

Alors là, on est dans le délire le plus complet. D'une part on veut autoriser la double circulation avec l'Euro pendant un ou deux mois, d'autre part on veut établir un contrôle des changes qui sera *levé une fois la situation financière stabilisée* (manière de reconnaître qu'elle sera profondément déstabilisée ; là au moins le FN ne manque pas de lucidité).

Sagement, on ne dit pas quelle sera la durée de ce contrôle. Français, attendez-vous à ne plus pouvoir voyager librement *ad vitam aeternam*, sauf à le faire de manière illégale, en sortant de l'argent en fraude.

Comment établit-on un "contrôle des changes" si la double circulation des billets est *admise pendant quelques semaines* ? Il est clair que ce sera la ruée de tous les méfiants pour placer son argent ailleurs ou pour le thésauriser... sous forme d'euros puisque de toute manière il y aura toujours preneurs pour ces billets, ayant cours dans d'autre pays!

Les programmes d'échanges de billets n'ont jamais fonctionné que quand les anciens billets n'avaient plus cours à plus ou moins longue durée.

En outre un contrôle des changes, outre que c'est vraiment passé de mœurs et serait très mal vécu par nos compatriotes "gaulois" donc "débrouillards" et frondeurs qui pour beaucoup ont pris l'habitude de voyager à l'étranger, **ne peut fonctionner que s'il est mis en application immédiatement après son annonce**. Le dernier qui fut institué en France, ça a été par Mauroy en 1983 (il y a 28 ans), et opérant dès les jours qui ont suivi la prise de décision. Et Mauroy y a laissé toute sa popularité, jamais reconquise.

10. La parité fixée est la suivante : 1 euro = 1 franc avec un taux de change fixe et ajustable (si euro monnaie commune), pour maintenir au mieux le pouvoir d'achat.

Par conséquent :

- Le prix des biens de consommation ne changera pas pour éviter à nouveau un mouvement très inflationniste comme lors du passage du Franc à l'Euro. Ex: la baguette d'1 € passerait à 1 Franc et non à 6,57 F (en 10 ans, perte de 40 % de pouvoir d'achat !)

- Il n'est pas question de revenir au Franc «Pinay» soit 1 € = 6,57 F;

Le taux de change est-il fixe... ou ajustable ? (perplexité parce que les deux termes sont antagonistes...) Selon quelles modalités serait-il ajusté (si on l'ajuste), et comment en maintiendrait-on la fixité (si on la maintient) en cas de spéculation à la baisse pendant la période transitoire?

Pour le reste, s'il est établi que le passage à l'euro a déclenché des hausses de prix indécentes sur certains articles "phares" tels que la baguette de pain**, la botte de persil, (passée de 1F à 1€) etc. et qu'en conséquence les statistiques lénifiantes des pouvoirs publics qui nous certifient que notre pouvoir d'achat augmente tous les ans (davantage que le différentiel "hausse des salaires - hausse des prix" constatée par l'INSEE ce qui ne manque pas de sel) sont peu crédibles,

parler de baisse de 40% du pouvoir d'achat en dix ans c'est quand même pousser le bouchon un peu loin... ça sort où ce chiffre délirant et comment survivraient en 2011 des gens qui avaient le plus grand mal à le faire en 2001? Nous aurons l'opportunité de constater que le FN est coutumier du fait, de balancer ainsi des énormités qui ne s'appuient sur rien.

** boulangers et autres petits commerçants, soyez ravis de constater que le FN vous ravale insidieusement au rang d'affameurs du peuple !

11. Désormais, la politique monétaire de la France est conduite conjointement par le ministre de l'Économie et des Finances ainsi que le gouverneur de la Banque de France, sous contrôle populaire, par une commission de surveillance parlementaire. ;

Dans un premier temps, le Franc devrait paradoxalement se réévaluer de X % face au Dollar, à la Peseta, à la Drachme, à la Lire, à la Livre Sterling, etc., compte tenu de l'état relatif (par rapport à la France) de décomposition des économies des pays de la zone euro (hors Allemagne) voire des USA. Grâce à notre politique économique et à la stabilité monétaire que nous allons rétablir au niveau domestique, nous serions dans un deuxième temps contraints de pratiquer une dévaluation compétitive maîtrisée (acte politique fort et positif pour le pays), tout comme les USA et la Chine la pratiquent actuellement.

Hallucinant. Déjà **on compare le Franc nouvellement créé à des monnaies... qui n'existent plus depuis dix ans** (Drachme, Lire, Peseta) et on décrète que le Franc, malgré son corollaire d'incertitudes, "se réévaluera" (notez bien le "se", fondamental).

La voyante Madame Soleil ressuscitée et nommée Ministre de l'économie... Si la monnaie "se" réévalue, c'est d'autre part qu'on laisse libre cours au jeu des marchés, et qu'on présuppose que ces derniers accorderont une confiance totale à la France dont l'élection de Marine le Pen, qu'on la considère comme souhaitable ou non, n'aura pas débarrassé en un tour de main le pays de ses dettes et de sa balance commerciale dans le rouge Dans ces conditions, au nom de quoi les spéculateurs deviendraient-ils enthousiastes et confiants?

Ensuite, le gouverneur de la banque de France qui, quelques lignes plus haut, était autonome, se retrouve là associé par la loi au gouvernement, au Parlement et en plus "*sous contrôle populaire*" (défini comment, ce contrôle ?)

Quelle serait dans ces conditions sa marge d'autonomie ? Ensuite alors que la monnaie "se sera réévaluée" on "la" dévaluera. Vous je ne sais pas, mais moi "*contrôle populaire*" sans précision, ça me fait peur. Ça fait "commissaire du peuple", ou SA / SS. Kadhafi n'avait que ce mot à la bouche : son pays était sous "*contrôle populaire*".

C'est à ne plus rien y comprendre. La réévaluation se ferait selon "le marché" forcément enthousiaste, et la dévaluation serait le fruit d'une *action volontariste*. Mais, on signalera au FN et à ceux qui seraient tentés de le croire que ça ne se passe pas comme ça... Il pourra décréter que le Franc est à telle ou telle parité : si le reste de la finance ne suit pas, ça ne collera pas - sauf à décréter la fin de la convertibilité du Franc, l'interdiction pour les possesseurs de cette monnaie d'en acheter ou d'en vendre librement.



Ca se fait, la parité fixée en dehors de la demande... à Cuba par exemple où dans la rue, si vous proposez des dollars, vous payez quart de prix. J'ai connu le Suriname qui imposait une parité. A la banque vous aviez 23 Florins surinamais pour 100F... dans la rue (et à tous les coins de rue !) vous en aviez 90. Au Brésil, avant le plan Réal, on gagnait 30% en changeant de façon informelle. En Tunisie aussi... payez en euros et pas en dinars, et c'est de suite moins 40%. Bref sous le manteau, chez nous, on acceptera des paiements en valeur refuge avec un gros rabais.

L'euro "allemand" serait notre façon d'épargner... surtout quand on a commis la crétinerie insigne d'annoncer à l'avance une dévaluation ! Comment le Franc pourra se *réévaluer spontanément* alors que ses possesseurs, sachant que le FN le dévaluera, ne penseront qu'à s'en débarrasser au plus vite ? Et à supposer (pure vue de l'esprit) qu'effectivement le Franc se réévalue, les billets "euros" étant les mêmes dans toute la zone (contrairement aux pièces) qu'est-ce qui empêcherait nos voisins de la zone euro de venir faire un bon coup en changeant chez nous pendant cette période transitoire de un ou deux mois ?

Ensuite, il y a deux erreurs factuelles grossières dans "l'exposé" : le Yuan - monnaie non convertible : les Chinois ne la changent pas librement mais doivent en demander l'autorisation et payent une taxe assez lourde, ou alors ils fraudent et captent des monnaies étrangères par tous les moyens - n'est pas "dévalué" en ce moment mais réévalué dans des proportions certes très insuffisantes. Et la Chine peut faire ce qu'elle veut de sa monnaie, parce qu'avec les premières réserves monétaires du monde, le statut de premier prêteur aux USA, une croissance de 10% par an, elle n'a pas à se battre pour défendre son Yuan dans un sens ou dans l'autre.

Quant au dollar, certes il se dévalue *de facto*. Mais à aucun moment Obama ou le directeur de la *Fed* n'ont déclaré : "*nous dévaluons de X%*". Ce sont les marchés qui jouent le dollar à la baisse, du fait de la planche à billets qui fonctionne, des inquiétudes sur la dette (il est clair que jamais les USA ne pourront la rembourser), etc. Le dollar baisse parce que davantage de gens veulent en vendre, que d'autres souhaitent en acheter, point barre. Et si ce n'était pas la

"monnaie de référence" pour fixer les prix des matières premières et nombre de produits industriels (avions), il chuterait... et pas que de 10 à 20%!

Cette dévaluation prévisible de l'ordre de 20 à 25 % du Franc aurait plus d'avantages que d'inconvénients. Elle augmenterait certes de 20% la dette extérieure, souscrite en Euros (à condition que l'Euro existe encore !), soit 67% de la dette. Ce qui représente une augmentation de 10 points environ de dette par rapport au PIB, loin du tsunami parfois annoncé par les tenants de l'Euro. Ceci est sans compter bien entendu le phénomène inflationniste inévitable dû au désordre monétaire mondial !

Le FN oublie encore que si les agences de notation décident de sabrer la France -en abaissant sa note, et attachées qu'elles sont (malheureusement) aux sacro-saintes "*lois du marché*" tout comme à la stabilité, elles le feront -, le taux auquel la France emprunte passera en un ou deux mois de moins de 3% à 12% - ce que payent Espagnols et Portugais et encore, bien contents de trouver de l'argent à ce prix. Le service de la dette représentant déjà le deuxième poste de dépense, dans le budget national... facile de voir les conséquences. Il faudra trouver l'équivalent de deux budgets de l'éducation nationale ! Et si personne ne veut prêter, même en passant à 12% on n'aura pas de quoi servir nos intérêts de dette: Banqueroute, d'où mise sous tutelle par le FMI.

Et comment un régime qui annonce ouvertement son intention de déclarer la guerre économico-financière aux voisins (en lui livrant aussi son plan de bataille à l'avance) pourrait-il espérer une quelconque compréhension de leur part?

L'Allemagne pourrait peut être sortir de l'euro, "par décret" : elle a peu de dettes par rapport à sa croissance, sa balance des paiements est florissante. Mais la France... Et si l'Allemagne ne le fait pas, c'est par peur de devoir subir une forte réévaluation de sa monnaie qui nuirait à sa compétitivité. Bien que ça la fasse râler, elle préfère être solidaire des pays dans la mouise pour conserver ses marchés. Nous, nous n'en avons quasiment plus, de marchés extérieurs...

Autre *point de détail*... en ce moment, au niveau mondial, on craint plutôt une récession globale qu'une inflation... (la croissance mondiale moyenne est certes de 3 % environ mais quand on retire les 7 à 10% des pays émergents, Brésil, Inde, Chine, etc...) Même si certains prix flambent essentiellement du fait de la spéculation. Et des prix qui flambent de manière irrationnelle sont appelés à baisser de manière tout aussi irrationnelle. On l'a vu avec la crise immobilière américaine dont tout est parti. Le FN confond *inflation* et *hausse des prix*. Gênant, pour un parti qui veut gouverner.

Et si on dévalue de 20 à 25% - hypothèse FN, on tablera plutôt sur 50% compte tenu de la perte de crédibilité de la France - , certes ça diminuera le prix de ce qu'on exporte mais dans les 24 heures, ça augmentera d'autant le prix de ce qu'on importe. Et on dépend de l'extérieur pour le pétrole, le gaz, l'uranium, la plupart des matières premières dont le peu d'industrie qui nous reste a besoin pour travailler.

Surtout, cette dévaluation produirait des effets très positifs sur la dynamique de l'économie nationale, compensant largement la hausse

provisoire de la dette : gains de compétitivité, soutien aux exportations. Parallèlement, nous allons grâce à la "déprivatisation de l'argent public" (fin de l'open market) – soit une "monétisation de la dette" pour obtenir une capacité d'autofinancement allouée à l'économie réelle, par un dégagement d'excédents budgétaires – entamer aussi un mouvement de résorption de la dette plus rapidement, sans désastre social. Selon nos prévisions et avec notre modèle économique patriotique, il est possible de recouvrer l'équilibre budgétaire à partir de 2016 et de résorber une majorité du capital dette publique à l'horizon 2025. Cette politique monétaire était celle des trente glorieuses !

Difficile de comprendre quelque chose dans cette diarrhée verbale, *qui se la pète* et veut *faire savant*. **Certes *a priori* une dévaluation soutient les exportations. Seulement elle renchérit les importations.** Or :

- ces importations (énergie, matières premières), on continue d'en avoir besoin, et au quotidien.
- les exportations qu'on stimulera... il faudra que notre tissu industriel qui a été pulvérisé par le néo-libéralisme se reconstitue, et ça prendra des années, même avec une politique volontariste. Notre premier partenaire commercial c'est l'Allemagne et son industrie fonctionne au top.



Une entreprise encore viable de nos jours qui aura pour perspective d'exporter, même si elle est réactive, aura besoin, au bas mot, de deux à trois ans avant de dégoter des marchés, de mettre son appareil de production en ordre de marche, puis vendre effectivement. Mais si dès maintenant si elle paye son énergie et ses matières premières beaucoup plus cher, eh elle crèvera avant d'avoir atteint le quart de la moitié de ses objectifs.

En filigrane, il y a aussi une idée sous-jacente : défavoriser les importations, encourager les exportations... sauf que ça ne marche pas comme ça. Toute entrave au commerce international est suivie de mesures de rétorsion immédiate. Gênez les importations... on vous bloquera vos exportations. On empêche (à juste titre) la libre entrée de tous les produits agricoles brésiliens dans l'UE ? Les produits industriels de l'UE sont taxés là-bas de 30%, sans compter les tracasseries administratives pour les dédouaner.

Un recentrage intelligent sur une production nationale davantage axée sur le marché intérieur serait plus crédible... à condition de s'opérer sur le long terme et en douceur. le FN parle des

"*trente glorieuses*" (on est surpris de savoir qu'il est devenu gaulliste...) mais justement à cette époque la part du commerce international était bien plus réduite dans tous les pays d'Europe !

Un an après la sortie de l'euro, le ministère des Souverainetés publie un premier bilan de l'impact de cette décision sur l'économie française, son industrie, son commerce, le pouvoir d'achat et l'emploi. Le cas échéant et en fonction de l'évolution future du SMI, le Franc pourrait être adossé ultérieurement à un étalon monétaire polymétallique constitué d'un panier de monnaies et de métaux précieux (Or, argent platine, platinum..).

Le *platinum*, c'est le platine (en anglais). Pourquoi désigner le même produit sous deux noms ? Risible. Pour le reste, je suppose que SMI veut dire système monétaire international ?

Sauf qu'il n'y en a plus, de système, que les monnaies varient au gré de l'offre et de la demande spéculative. L'idée de fixer le Franc à quelque chose de tangible, ça se tient mais... à condition que ce soit dans un contexte international reconnu et ça, plus personne n'en veut. En outre, tous les métaux sont soumis à des mouvements spéculatifs irrationnels. Une grosse opération haussière ou baissière sur l'or, dont nous ne serions pas à l'origine et sur laquelle nous n'aurions aucune prise... et notre monnaie varierait notablement et indépendamment de notre volonté.

L'or monte ? Notre monnaie se réévaluerait au détriment de nos exportations. Il baisse ? Le "Franc" serait dévalué au détriment de nos importations. A part ça le FN est souverainiste...

De toute manière, à propos du "bilan"... comme nous l'avons vu lors de la précédente note... un an après, le prix de tout ce qu'on importe aura augmenté vertigineusement, et on n'exportera pas davantage parce qu'en un si court laps de temps il est impossible de reconstituer une machine de guerre industrielle. Il sera vite fait, le bilan: faillite, et la France sera gouvernée *de facto* par Strauss-Kahn s'il est resté au FMI.

Benjamin (borghesio@hotmail.fr)

site: borghesio.typepad.com

Document libre de droits, reproductible et transmissible à volonté, sans le dénaturer. Merci de citer la source